



**PRÉFET
DU PAS-DE-CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination
des politiques publiques
et de l'appui territorial**

Bureau des installations classées, de l'utilité publique et de
l'environnement
Section installations classées pour la protection de l'environnement
DCPPAT – BICUPE – SIC – ID – 2026 – *107*

**INSTALLATIONS CLASSÉES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

COMMUNE D'ARQUES

Société BRASSERIE GOUDALE

Arrêté du 20 AVR. 2026 portant mise en demeure

Le préfet du Pas-de-Calais

Vu le Code de l'environnement ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 9 mai 2023 portant nomination de Christophe MARX en qualité de secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, sous-préfet d'Arras ;

Vu le décret du 2 décembre 2025 portant nomination de François-Xavier LAUCH, en qualité de préfet du Pas-de-Calais ;

Vu l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et ses annexes ;

Vu l'arrêté du 27 février 2020 modifié relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, n°3643 ou n°3710 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 22 octobre 2015 accordant à la société BRASSERIE GOUDALE l'autorisation d'exploiter une installation de fabrication de bière sur son site implanté au siège social situé avenue Isaac Newton, ZAC de la porte multimodale de l'Aa à Arques (62510) ;

Vu l'arrêté n° 2025-10-232 du 22 décembre 2025 portant délégation de signature ;

Vu la visite de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, des services de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France (DREAL)

Rue Ferdinand Buisson
62020 ARRAS Cedex 9
Tel : 03 21 21 20 00

du 12 décembre 2025 sur le site d'exploitation de la société BRASSERIE GOUDALE implanté avenue Isaac Newton, ZAC de la porte multimodale de l'Aa à Arques (62510) ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 29 janvier 2026 établi à la suite de la visite d'inspection du site d'exploitation précitée ;

Vu la transmission du rapport de l'inspection de l'environnement et du projet d'arrêté à l'exploitant le 30 janvier 2026 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du Code de l'environnement afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;

Vu la réponse de l'exploitant du 6 février 2026 ;

Considérant que lors de la visite du 12 décembre 2025, l'inspection de l'environnement a constaté que :

- l'exploitant n'a pas remis de rapport de base ;
- l'exploitant ne dispose pas des capacités de rétention pour le stockage de ses substances dangereuses ;
- l'exploitant ne dispose pas de système de management de l'environnement ;
- l'exploitant ne respecte pas la fréquence de surveillance fixée à une fois par jour pour les paramètres azote global (ngl), phosphore total (pt) et les matières en suspension totales (MEST) ;
- l'exploitant ne réalise pas de surveillance annuelle sur le paramètre poussières de ses 4 rejets canalisés au niveau du bâtiment dit de la meunerie ;
- l'exploitant ne porte pas les modifications de ses conditions d'exploitation à la connaissance du préfet préalablement à leur mise en œuvre ;
- une porte à fermeture automatique asservie à des détecteurs autonomes déclencheurs placés de part et d'autre et en partie haute n'est pas opérationnelle.

Considérant que :

- ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article R.515-39 du Code de l'environnement ;
- ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 25 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé ;
- ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 5 et 7.2, repris au titre II de l'annexe de l'arrêté du 27 février 2020 et des articles 16.4. et 21.1 repris au titre III de l'annexe de l'arrêté du 27 février 2020 susvisé ;
- ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 1.5.1. et 8.2.1. de l'arrêté du 22 octobre 2015 susvisé ;
- face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société BRASSERIE GOUDALE de respecter les prescriptions et dispositions réglementaires précitées afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais ;

Arrête

Article 1^{er} : Objet

La société BRASSERIE GOUDALE, exploitant une installation de fabrication de bière à l'adresse du siège social : avenue Isaac Newton ZAC de la porte

multimodale de l'Aa à Arques (62510), est mise en demeure de respecter les dispositions de :

- l'article R. 515-39 du Code de l'environnement ;
 - de l'article 25 de l'arrêté du 4 octobre 2010 ;
 - des articles 5 et 7.2 repris au titre II de l'annexe de l'arrêté du 27 février 2020 ;
 - des articles 16.4. et 21.1 repris au titre III de l'annexe de l'arrêté du 27 février 2020 ;
 - des articles 1.5.1. et 8.2.1. de l'arrêté du 22 octobre 2015 susvisé ;
- reprises dans les délais précisés dans le tableau ci-dessous.

Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

Référence réglementaire	Thématique	Délais
Article R. 515-59 du Code de l'environnement	Rapport de base	3 mois
Article 25 de l'arrêté du 4 octobre 2010	Capacités de rétention	15 jours
Arrêté du 27 février 2020 Annexe - Titre II - Article 5.	Système de management environnemental	6 mois
Arrêté du 27 février 2020 Annexe - Titre II - Article 7.2.	Valeurs limites d'émissions (VLE) et surveillance des rejets dans l'eau	2 mois
Arrêté du 27 février 2020 Annexe - Titre III - Article 16.4.	Valeurs limites d'émissions (VLE) et surveillance des rejets canalisés dans l'air - paramètre poussières (malt et des grains crus)	3 mois
Arrêté du 27 février 2020 Annexe - Titre III - Article 21.1.	Valeurs limites d'émissions (VLE) et surveillance des rejets canalisés dans l'air - paramètre poussières (meunerie)	3 mois
Arrêté du 22 octobre 2015 - article 1.5.1.	Porter à connaissance pour les modifications notables de l'installation	3 mois
Arrêté du 22 octobre 2015 - article 8.2.1.	Mesures bâtimementaires : Porte coupe- feu	8 jours

Article 2 : Sanctions

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1er ne serait pas satisfaite dans le délai prévu à cet article et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de la société BRASSERIE GOUDALE, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

Article 3 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté peut être contesté au tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérécourse Citoyen » accessible par le site internet : www.telerecours.fr.

Article 4 : Publicité

En vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Pas-de-Calais.

Article 5 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, la sous-préfète de Saint-Omer, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société BRASSERIE GOUDALE et adressé au maire d'Arques.

Arras, le 20 AVR. 2026

Pour le préfet,
le secrétaire général,



Christophe MARX

Copie :

- à la société BRASSERIE GOUDALE ;
- à la mairie d'Arques ;
- à la sous-préfecture de Saint-Omer ;
- à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France (courriel).